



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

MARDI 23 AVRIL 1974
NUMERO 2 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

Les politesses volent bas dans la majorité.

Chaban a déclaré mardi qu'un gouvernement devait être soudé comme un pack de rugby. En attendant, la mêlée est bel et bien ouverte.

Messmer soutient Chaban. Par discipline, non par conviction. Et le ralliement à contre-cœur n'est pas du meilleur effet.

Peyrefitte condamne l'aventure du vote Giscard, parce qu'il « n'y a pas en France de majorité pour la droite ».

Poniatowski contre-attaque : Giscard est mieux placé que Chaban parce qu'il est « intègre » (entendre qu'aucun scandale connu ne s'attache à son nom), et qu'il faut opposer à Mitterrand « un candidat sans fragilité ».

Guichard, ministre, se scandalise des déclarations de son collègue Ponia et des sondages orientés (tiens ? , on peut donc orienter des sondages ?) de son collègue Chirac...

Ce, pour s'en tenir aux propos publics. Dans le privé, on est moins solennel : Chaban ? « un Watergate ambulante ! ». Une grenade dégoupillée à l'Elysée.

Dire que Pompidou venait de réduire le nombre de ses ministres pour s'assurer d'un gouvernement plus uni et plus cohérent. Déjà deux ministres candidats ; un premier ministre bafoué par son prédécesseur ; un ministre de l'Intérieur qui conspire à son compte ; et les autres qui s'écharpent. Il est beau le dernier carré ! Réussie, la tablée gouvernementale !

Le Watergate ambulante, c'est pas Chaban tout seul. C'est le régime.

Il y a de quoi se marrer. Et on aurait tort de s'en priver. Mais se contenter d'en rire serait inconscience.

L'apreté de la bataille au sein de la majorité est en effet proportionnelle. L'UDR est née d'un coup d'Etat. Elle a prospéré dans et par le pouvoir. Elle en vit. Les dernières législatives ont mis fin à sa souveraineté parlementaire. Si elle perd la présidence, elle est réduite à la mendicité. Cette cohorte d'aventuriers et de parvenus donnera du croc et de la griffe pour s'accrocher au gâteau.

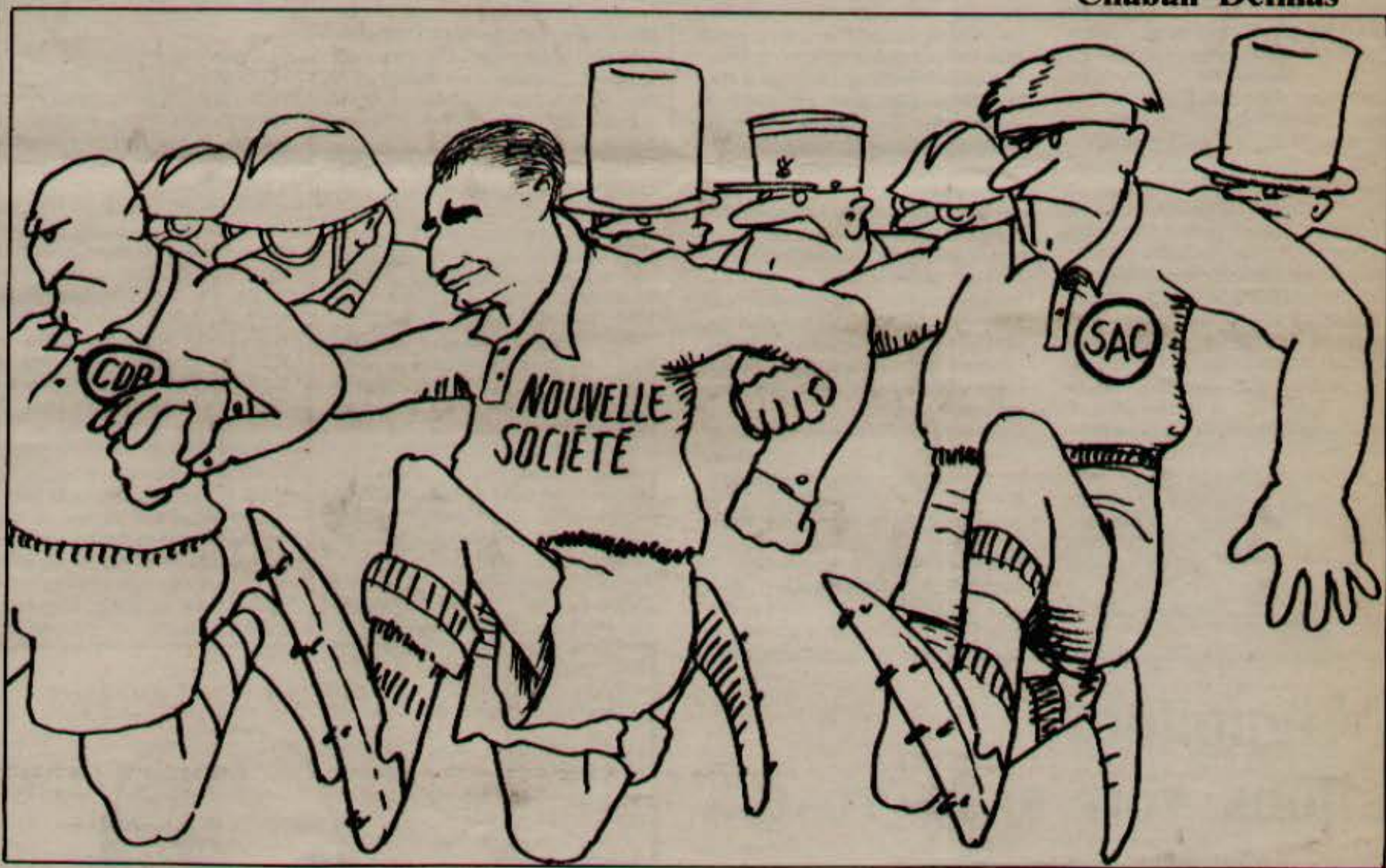
D'autant que la nouvelle majorité promise par Giscard n'a ni programme, ni moyens lui permettant de faire face à la poussée des revendications ouvrières et populaires qui s'annoncent, au cas où Giscard serait élu.

Le spectacle vulgaire et grotesque de cette majorité qui s'entre-déchire renforce les chances électorales de Mitterrand, certes. Mais toute occupée à tirer les marrons du feu, la gauche parlementaire ne prépare en rien les travailleurs aux lendemains. La bête blessée reste dangereuse, il faudra la terrasser. Pas à coups de bulletins de vote.

MÊLÉE OUVERTE !

« Un gouvernement, c'est comme un pack de rugby »

Chaban-Delmas



- **ORTF** : « Les travailleurs n'ont pas le droit à la parole » (p. 3)
- **Armée** : « J'ai plongé parce que j'étais fiché comme militant politique » (p. 5)
- **Banques** : « Nous avons repris le travail, mais le travail ne nous a pas repris » (p. 6)



DES SACRIFICES POUR QUI?

« Pour sauver la France, le nouveau plan de Mitterrand ». Voilà le titre de la couverture du « Nouvel Observateur » de cette semaine. Bel optimisme ! Il faudrait pourtant se mettre d'accord avant sur ce qu'il s'agit de sauver : les intérêts des travailleurs ou ceux de la bourgeoisie... Des sacrifices pour qui ? Mitterrand ne nous a pas encore éclairé sur cette question.

Lors de sa conférence de presse économique, Mitterrand avait d'entrée de jeu annoncé la couleur : « Nous sommes obligés d'inclure une politique sociale à l'intérieur d'un taux de croissance qui — ayant baissé de 2 points, c'est à dire de 6,5 % à 4,5 % — implique pour tout programme politique de douloureux sacrifices ». Des sacrifices pour qui ? C'est ce qu'il a omis de préciser.

UNE SITUATION DELICATE POUR LA BOURGEOISIE

On peut résumer en quelques mots le contexte dans lequel s'inscrit ce programme.

Depuis le début de l'année 74, contrairement à la plupart des prévisions, l'activité économique ne s'est pas ralentie en France. Elle a même continué à croître à un rythme comparable à celui des années précédentes. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas menace de récession. Dans les autres pays « partenaires » de la France, il y a déjà des signes de ralentissement, comme en Allemagne Fédérale. L'effet sur les exportations françaises se fera très vite sentir. Il reste que pour l'instant, il est impossible de savoir quand et avec quelle brutalité va se produire le ralentissement en France, d'autant que la politique économique du nouveau gouvernement et surtout la combativité ouvrière auront une importance décisive sur la conjoncture.

Dans l'immédiat, la question centrale est celle de l'inflation. La course de plus en plus effrénée des prix continue, le gouvernement précédent n'ayant eu ni la volonté ni les moyens de l'enrayer.

Malgré le freinage de la progression du pouvoir d'achat, les salariés dépensent énormément pour essayer de se protéger contre l'inflation (acheter avant que les prix ne s'envolent encore plus). Le gouvernement Pompidou et le CNPF avaient fait connaître leur in-

tention de freiner au plus vite cette tendance en réduisant la consommation populaire. Le problème reste toujours posé pour les capitalistes : l'économie française ne réalise son équilibre financier qu'au prix d'un endettement croissant des entreprises. Ce qui suppose une épargne élevée. Si les Français dépensent leurs économies, les conséquences seront catastrophiques pour la bourgeoisie. Les entreprises chercheront ailleurs des capitaux, ce qui alourdira la dette extérieure (c'est ce qui se passe déjà en partie pour payer le pétrole). L'autre conséquence sera une montée vertigineuse des prix, la demande excédant l'offre dans tous les secteurs.

MITTERRAND : UNE REPONSE « REALISTE » ET « RASSURANTE »

Pour présenter ses projets, Mitterrand commence par affirmer ses postulats : pas d'hostilité de principe au profit capitaliste ; 9 nationalisations, pas une de plus ; « nous resterons dans le système de l'économie de marché qui ne pourra être supprimée par notre génération » (sic).

Après quoi, il annonce dans les 6 mois des mesures limitées :

- pour renforcer l'épargne : émission d'un emprunt de 10 milliards ;

- pour lutter contre l'inflation : blocage des prix pour 3 mois ; un système expérimenté déjà dans plusieurs pays dont les USA. Echec garanti à moins d'imposer aux travailleurs un blocage des salaires, toujours beaucoup mieux appliqué que celui des prix.

Encore faut-il que les patrons, et d'abord les détaillants qui sont les premiers concernés, acceptent le blocage. En réduisant la TVA, comme le fit Giscard l'an passé, Mitterrand leur fait cadeau de plusieurs milliards. Il espère les voir coopérer au blocage surtout pour une période aussi courte que 3 mois. Cela d'autant plus que les



patrons, avertis de la menace, ont plusieurs semaines devant eux pour précipiter les hausses en prévision du blocage.

Mitterrand souhaiterait rassurer le bourgeois. L'accueil n'est pas défavorable : le journal patronal « Les Echos » le trouve « réaliste » et « rassurant » : « beaucoup plus de sérieux qu'auparavant, plus de modération aussi et une volonté de gérer efficacement ». « Le Figaro », qui trouve à ses mesures immédiates « un caractère réformiste traditionnel, presque au sens giscardien du terme », s'exclame : « il y a quelque chose de rassurant dans la façon dont M. Mitterrand, tout en refusant l'utopie qui — il l'a presque dit — a fait tant de mal à la gauche, a gardé ses options ouvertes sans toutefois renoncer à ses idées ».

LE HIC

Mais, pour garantir son succès, Mitterrand doit remplir une condition supplémentaire, la moins aisée de toutes : organiser un « Grenelle à froid » qui garantisse pour plusieurs mois la stabilité des salaires contre des concessions limitées : l'échelle mobile, le SMIC à 1200 F, le retour très progressif aux 40 h. IL annonce d'ailleurs fièrement que le total de ces mesures atteindra à peine 1 % de la production intérieure brute.

Et c'est bien là que la bourgeoisie l'attend au tournant. Le journal patronal « Les Informations » note avec satisfaction que « la facture des mesures sociales annoncées » ne serait que de « 5 à 7 milliards de francs pour le semestre à courir » alors que « l'ensemble des recettes fiscales représente à

peu près 240 milliards de francs ». Mais le même journal, considérant le « défi monétaire » de Mitterrand, pose franchement la question : « L'énorme effort d'austérité que cela implique est-il conciliable avec le programme social annoncé par ailleurs ? ». Et c'est bien là que le bât blesse. La mort de Pompidou

est survenue en pleine vague montante des luttes ouvrières. Il y a peu de chances qu'il réussisse à « acheter le calme social » avec des miettes, même s'il s'efforce d'en convaincre la bourgeoisie.

Michel PIERROT
Felix LOURSON

Michel Bosquet : Le socialisme, c'est Mitterrand, plus mes suggestions et l'autogestion

Dans un article du « Nouvel Observateur », Michel Bosquet, brillant journaliste économique, souvent gauchisant, reprend à son compte le programme économique de Mitterrand, y compris sa part de « sacrifices » :

« Dans le climat de fête et de mobilisation de masse qui suivra une victoire de la gauche, les travailleurs devront donner aux objectifs politiques, à la conquête de pouvoirs, la priorité sur les objectifs salariaux et de consommation individuelle. C'est là une évidence, tant pour l'entourage de Mitterrand que pour tous les syndicats » (sic).

Il précise le sens de certaines mesures :

« Par l'emprunt, il s'agit avant tout de consolider l'épargne des classes aisées qui, depuis des mois, vendent leur portefeuille de titres et se trouvent de ce fait en possession de grosses sommes liquides qu'elles sont tentées de placer en achats de biens somptueux ».

Rassurer pour pousser les classes aisées à économiser au lieu de spéculer, c'est logique.

Ceci étant fait, il passe à quelques suggestions : « Aux idées nouvelles et audacieuses de François Mitterrand et de ses amis, Michel Bosquet en ajoute d'autres, originales, pour rendre la campagne crédible et la victoire durable » : un moratoire de la circulation automobile avec des « jours sans » ; la gratuité des musées et des piscines, la journée de 6 heures payées 8, le développement de « l'initiative collective des travailleurs » car « elle seule pourra éviter à Mitterrand de n'être qu'un autre Wilson ou un autre Ramadier ».

L'ennui pour Bosquet, c'est que Mitterrand n'a absolument pas l'intention de réduire massivement le temps de travail et qu'il se préoccupe de l'initiative des travailleurs autant que de sa dernière chemise. C'est d'ailleurs sa logique politique... F.L.

Mignonnes, allons voir si la rose...

Lundi, 2 heures de conférence de presse de François Mitterrand sur les femmes ! Elections obligent ! Depuis qu'on leur a donné le droit de vote en 45, les femmes sont l'objet de toutes les attentions.

Comme on le savait déjà (cf. Programme du PS), Mitterrand se montre favorable à une libéralisation de l'avortement et de la contraception (même pour les mineures), à l'augmentation des allocations familiales, à l'égalité des salaires entre hommes et femmes, à l'augmentation des crèches et des écoles maternelles, à l'éducation sexuelle à l'école, à l'introduction de plusieurs femmes (« plus de 2 ») au gouvernement, etc., etc. Et même, il trouverait « regrettable » qu'on n'entende pas la voix du MLF et du MLAC pour tous ces problèmes. Pour illustrer ce que sera la société de demain, il puise ses exemples et références en Suède...

Il y aurait là à première vue de quoi contenter toutes les femmes... si ce n'étaient les précautions oratoires maintes et maintes fois répétées : « N'oublions pas qu'un président est au-dessus des partis ». Il n'est lié à aucun programme de

gouvernement.

En fait, tout ce qu'il propose tend à ce que les femmes puissent concilier leur rôle de mère et de travailleuse. Car ce qu'il s'agit de conserver, c'est « la famille, cellule extrêmement essentielle à la vie de notre société ». Il faut remettre en cause les conditions dans lesquelles elle fonctionne, mais non la structure elle-même.

Là, le ton se fait plus confident, plus paténôtre pour nous confier qu'issu lui-même d'une famille nombreuse, il a « le goût de la vie familiale », qu'« il y est très attaché » !

Rassurez-vous, bonnes gens, ce que nous voulons changer, ce sont les conditions dans lesquelles la famille ne peut s'épanouir, ce que fera la société de demain, finalement, aboutira à « la sauvegarde de la famille ».

Et ce rendez-vous mondain se termine sur la présentation de Danielle Mitterrand, « sa » femme, qui monte à ses côtés sur le podium, bombardée par les flashes des photographes (imaginons Arlette faisant monter un « ami » à la tribune pour présentation publique !...). CHLOE



Edern Hallier longue marche avec Mitterrand

Jean Edern Hallier, écrivain, auteur de la « Cause des Peuples ».

Voilà sept mois qu'il est parti guérir son mal de Mai au fond de l'Amazonie. Il y a quelques temps encore, il nous donnait des leçons d'intransigeance gauchiste dans les colonnes de l'Idiot International.

Aujourd'hui, dans le Figaro, il constate que « la rêverie historique de De Gaulle aura été notre dernier sursaut ». Il évoque la France de Mitterrand, « la vieille France des instituteurs, France du pays réel, France de Du Bellay et de Mauriac, France littéraire avec ses fleurs de rhétorique, son charme, ses vins et ses fromages ». Bref, « il n'y a qu'une seule voie, une longue marche dans la vieille France électoraliste de Mitterrand et dès le premier tour ». Car, « les choses étant ce qu'elles sont, il faut passer par lui ».

C'est enrobé de désenchantement, servi avec un zeste de solennité tombée de l'Altiplano. Mais c'est dit. Edern Hallier ramène d'Amérique Latine des bibelots et des breloques, il y a seulement oublié les leçons du Chili.

Les immigrés ont tenu un colloque à Marseille

« Monsieur Mitterrand, nous sommes trois millions de travailleurs, nous n'avons pas le droit de voter »

Au cœur de Marseille, capitale du racisme, s'est tenu un colloque de travail regroupant des militants immigrés, délégués de différentes villes de France où des luttes de travailleurs immigrés se sont menées. Participaient également des militants français des comités français-immigrés. Enfin, des délégations d'ouvriers en lutte de la région d'Aix-Marseille sont venues assister aux travaux du colloque.

Les travailleurs immigrés ne sont pas insensibles à la situation politique française. Dans la situation électorale d'aujourd'hui, ils ont décidé de s'adresser au candidat Mitterrand, soutenu par les organisations ouvrières. C'est cette question à Mitterrand que nous présentons ici.

Partout où Mitterrand fera des meetings, dans les réunions syndicales, dans les assemblées, nous devons poser cette question :

QUESTION A MITTERRAND ET AUX ORGANISATIONS QUI LE SOUTIENNENT

I — Un problème urgent se pose pour beaucoup de travailleurs immigrés qui ne possèdent ni carte de séjour ni carte de travail. Certains sont entrés en France « clandestinement » par le biais de négriers bénéficiant de la complicité des gouvernements Pompidou-Chaban Delmas-Messmer. D'autres, entrés légalement, ont été rendus « clandestins » du fait de leurs conditions d'embauche et de travail.

Puisque vous vous dites représenter l'aspiration de la masse des travailleurs, êtes-vous disposés dès le lendemain de votre élection, à accorder la carte de travail dès l'embauche ?

Vous engagez-vous à abroger la circulaire Fontanet et à faire cesser dans l'immédiat toute mesure d'expulsion ?

II — En France, 3 millions de travailleurs immigrés de toutes nationalités sont soumis à un contrôle insupportable et réduits en esclavage par le biais du contrat de travail qui les maintient à la merci des patrons, de l'administration et de la police. De plus, ces contrats

de travail divisent les travailleurs immigrés de la classe ouvrière française et les divisent aussi entre eux.

Puisque vous voulez faire une « charte des libertés », puisque vous vous dites le porte-parole d'une gauche pour qui tout travailleur est avant tout un travailleur jouissant de tous les droits civiques et politiques, vous engagez-vous à abolir tout statut des travailleurs immigrés qui divise la classe ouvrière en France ?

Vous engagez-vous à reconnaître aux travailleurs immigrés tous les droits acquis par la classe ouvrière en France (notamment le droit d'association autonome) ?

Vous engagez-vous à supprimer l'esclavage du contrat de travail ?

Vous engagez-vous donc :

— à dissoudre l'ONI et le BUMI DOM
— à mettre fin à toute mesure de contrôle policier et à toute collusion avec les polices étrangères en ce qui concerne particulièrement les immigrés politiques ?

Vous engagez-vous à œuvrer dans le même sens pour les 14 millions de travailleurs immigrés réduits en esclavage dans le Marché Commun ?

Correspondant



publicité

« CE QUE LES FEMMES PREFERENT »

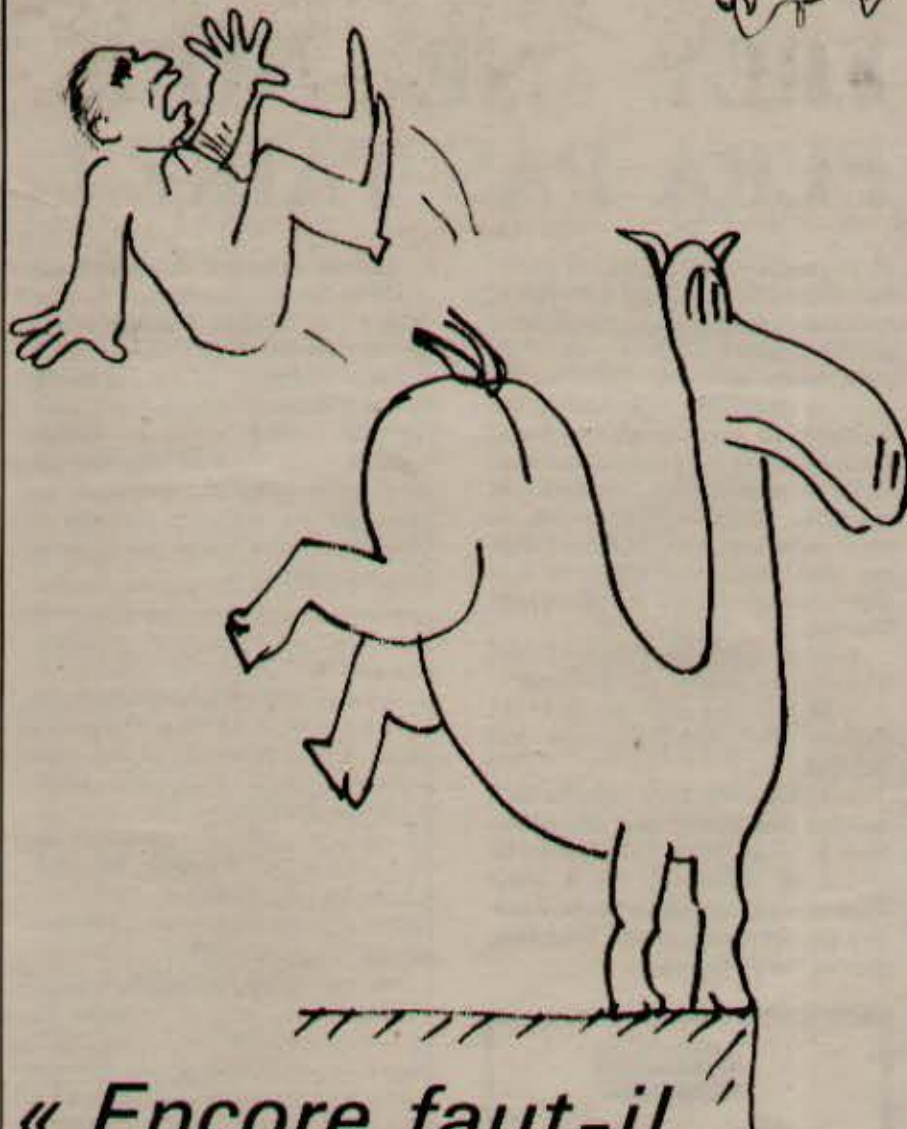
de Jean-Pierre Bisson

au Théâtre des Amandiers de Nanterre
60, rue Greuze — 92 - Nanterre Tél : 204 18. 81

«...Ne pas être présent, ces jours-ci au théâtre de Nanterre, c'est ignorer par paresse un événement essentiel...»

Michel Cournot, « le Monde »

Chaban Delmas



« Encore faut-il que j'y sois au deuxième tour ! »

Lundi 13 heures. Au cours des 18 minutes de campagne à la télévision qui lui étaient imparties, Chaban-Delmas a « dialogué » avec Michel Bassi, journaliste du « Figaro ». Décidément, Chaban est toujours aussi peu crédible. Il a beau prendre l'air le plus sérieux, répéter deux fois les mêmes phrases, daigner sourire aux questions de son interlocuteur... « ça ne passe pas » ! Il faut dire que le contenu est maigrelet : « La tradition du gaullisme, c'est à la fois de vouloir continuer, de maintenir la stabilité et en même temps de rechercher le changement. Or, le changement qu'il faut opérer, c'est essentiellement dans la vie quotidienne des Français. D'un côté, M. Giscard d'Estaing dit qu'il est à la recherche d'une nouvelle majorité présidentielle : qu'est-ce que cela pourra bien faire à la hausse des prix ? A la baisse du pouvoir d'achat et à toutes nos difficultés ? De l'autre côté, on se dispose à faire couler le bateau, et je ne suis pas d'accord ».

Son intervention a été à plusieurs reprises dirigée ouvertement contre Giscard d'Estaing, affirmant qu'il n'avait pas de projet de société et que sur le plan économique « tout ne va pas si bien et tout risque d'aller plus mal ». D'ailleurs, Olivier Guichard, au début de l'après-midi de lundi, demandait à Messmer de faire cesser les allégations de Poniatowski et « les manœuvres du ministère de l'Intérieur » dirigées contre Chaban. L'atmosphère n'est pas au beau fixe !

Mais Chaban Delmas a déclaré, en substance, que la victoire de Mitterrand l'empêcherait « d'ouvrir un commerce ou de choisir la marque de ma voiture » et qu'il allait se battre dès son élection pour « la libération de l'ORTF ». Il a conclu : « Tout le monde me dit : au 2ème tour, vous êtes le mieux placé pour battre M. Mitterrand. Encore faudrait-il que j'y sois, au deuxième tour ». On peut difficilement être plus lucide sur ses propres limites ! M.S.

Une nouvelle société explosive

Le « Canard enchaîné » du 14 février 1973, révélait une lettre de Jean Gachot, le PDG de Gachot-SA, un puissant groupe industriel, qui a dix succursales en France et une forte organisation internationale pour ses ventes à l'étranger.

Elle était adressée à Pierre Despradels. Ce dernier personnage est, c'est le moins qu'on puisse dire, une « forte personnalité » : d'abord ancien garde du corps de Rives-Henry, le député de la Garantie foncière, il se fait arrêter le 4 janvier 1973. Petit escroc ? Non pas ! D'abord, il est arrêté à Bordeaux, fief de Chaban, et il l'est avec... un chargement de 45 kg de dynamite, en compagnie d'une bande de barbouzes.

Et Chaban dans tout ça ? Il est très directement concerné : la lettre entre Gachot et Despradels a pour objet de préciser les modalités de financement de la campagne électorale de Chaban, pendant les par-

tielles du 20 septembre 70. La lettre envisageait une « participation à des travaux d'imprimerie »... et c'est Despradels, le « dynamitier », qui était chargé de jouer les intermédiaires.

Devant la vertueuse indignation de Gachot, « le Canard » une semaine plus tard, rendait publique une lettre de celui-ci, datée du 8 septembre 1970 au premier ministre d'alors, Jacques Chaban-Delmas :

« Notre société ayant déjà manifesté à plusieurs reprises son soutien au Gouvernement à l'occasion des campagnes électorales, c'est bien volontiers que dans la mesure de nos moyens, nous nous mettons en relation avec le Président Despradels pour arrêter avec lui les modalités de notre action... », le tout signé de M. Gachot avec le tampon « Gachot SA — le président directeur général ».

Plutôt dangereuse à manier, la nouvelle société !

pointes rouges

RIPOSTE APRES L'INTERVENTION DES FLICS AU SIEGE DE CHOISIR A ROMANS

A Romans, on attend toujours la restitution du matériel saisi par les flics lors de la perquisition du 17 avril au siège de l'association « Choisir ». Une manifestation de plus de 500 personnes, soutenue par la CFDT, la tendance Unité et Action de la FEN, le PS, le FCR a en effet obtenu, samedi 20, après s'être rassemblée plusieurs heures devant le commissariat de la ville, que ce matériel soit rendu dans la semaine. La justice semble d'ailleurs bien gênée : le procureur, qui avait déjà ordonné la levée de l'inculpation contre un médecin de « Choisir », ne s'oppose pas à la restitution. Mais ce n'est pas l'avis du Parquet de l'Isère.

ALLEZ LES JEUNES

Chaban-Delmas a déclaré, le 21 avril, lors d'une rencontre du Comité National de Soutien des jeunes à sa candidature que « l'âge du droit de vote devait être abaissé à 19 ans » engagement qu'avait déjà pris Messmer à Provins il y a déjà plus d'un an, et a conclu en ce qui concerne sa « nouvelle société » : « Il reviendra à vous, les jeunes, de la vivre et de l'améliorer. Bravo pour tout ce que vous faites ».

La jeunesse rassemblée dans les grandes mobilisations de l'affaire Guiot au printemps 73, sur les sur-sis au printemps 74, sur la réforme Fontanet, sea, n'en doutons pas, sensible à ce bravo et à ces encouragements !

LES DEUX FACES DE GISCARD

Giscard d'Estaing — ministre des Finances — décide en janvier dernier 3000 licenciements, sans préavis ni indemnités, à la Direction générale des impôts : dans un souci de rentabilisation, on va installer des ordinateurs. Giscard d'Estaing — candidat à la Présidence de la République — vient de reporter l'application de cette mesure à après le 20 mai. Il est utile de rappeler que le deuxième tour des élections a lieu le 19 mai.

GISCARD : VOUS VERREZ DANS 6 MOIS...

« On s'apercevra sans doute dans six mois que l'emploi sera la préoccupation principale » a déclaré Giscard d'Estaing au journal « Les Echos ».

Une façon comme une autre de justifier la politique qui consiste à laisser courir les prix et de préparer les travailleurs à la perspective d'un accroissement du chômage.

LES PRIX CONTINUENT A GALOPER : 1% ENVIRON POUR LE MOIS DE MARS

La hausse des prix atteindra près de 1% en mars. Les premières indications le montrent. Cela portera le chiffre à 4% pour les 3 premiers mois de 74. Si un rythme pareil se maintenait, on atteindrait les 16% par an. C'est d'ailleurs ce chiffre sur lequel travaillent les services de Giscard d'Estaing.

LES APPRENTIS PINOCHET

Inculpation et mise sous écrou de 5 nazis à Lyon. Ils avaient été arrêtés le 17 avril au soir, après un meeting du « Mouvement Solidaire » (qui édite « Impact » et a été à l'origine du GAJ), pour détention d'armes et d'explosifs. On avait retrouvé dans leur voiture 15 barres de fer, un coupe-coupe, 8 grenades fumigènes, un engin explosif. Coïncidence curieuse : il y a deux semaines des attentats à l'explosif avaient été commis contre le siège de la CFDT à Lyon.



campagne des révolutionnaires

FREY NE NOUS FERA PAS TAIRE !

Krivine à la télévision, quel meilleur gage de libéralisme et de démocratie !

Seulement voilà : que le candidat révolutionnaire sorte de ce cadre formel, qu'il n'accepte pas d'apparaître comme le « Giscard d'extrême-gauche » ou la « vestale de la révolution », pour reprendre les comparaisons douteuses du Figaro, mais qu'il se fasse « le porte-parole de milliers de militants actifs dans les usines et les localités », c'en est trop pour ces messieurs de la commission de contrôle !

Lundi matin, Alain Krivine avait l'intention au cours de son émission-radio de donner la parole à 4 militants du Front Communiste Révolutionnaire, afin qu'ils témoignent des luttes ouvrières récentes auxquelles ils venaient tous de participer.

Eh bien, ces militants ouvriers, ces travailleurs communistes révolutionnaires, vous ne les avez pas entendus.

Alain Krivine devait déclarer : « Ainsi en a décidé la commission de contrôle. Sous quel prétexte ? La loi ne donne la parole qu'aux représentants des groupes ou partis politiques nationaux. Ma candidature a été présentée par les groupes Taupes Rouges et les Comités Rouges d'une part, et le Front Communiste Révolutionnaire d'autre part.

Or, pour la commission nationale de contrôle, les groupes Taupes Rouges et les Comités Rouges qui existent depuis 1969 dans 120 villes

et 250 entreprises, structurés nationalement par le journal « Rouge », ne constituent pas un regroupement politique national. Devant ce refus, nous avons demandé l'habilitation pour la deuxième organisation qui soutient ma candidature : le Front Communiste Révolutionnaire. (...) J'en appelle aux organisations ouvrières, au parti communiste, au parti socialiste, au PSU, à tous ceux qui sont partisans d'adopter à la Constitution actuelle une charte des libertés.

Je demande à ces organisations d'intervenir auprès de la commission de contrôle pour que le Front Communiste Révolutionnaire soit habilité.

Je demande à ces organisations qu'elles réaffirment leur détermination à lutter pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et contre toute tentative de répression contre l'extrême-gauche révolutionnaire.

« Nous refusons la scandaleuse décision de la commission de contrôle et, en attendant qu'elle statue sur le sort du Front Communiste Révolutionnaire, je lui laisse le temps d'antenne qui me reste pour qu'elle vienne expliquer devant vous en quoi nous ne sommes pas une organisation politique et pourquoi les militants ouvriers et révolutionnaires n'ont pas le droit de s'exprimer ici ».

Les explications se font toujours attendre. Roger Frey, le bourreau de Charonne, poursuit la besogne de Marcellin, le second a dissout la Ligue Communiste, le premier nie l'existence du FCR.

L'injustice de la loi n'a d'égal que sa bêtise. Ce soir à 20 h 35, à la télévision, dans le cadre de l'émission d'Alain Krivine, vous pourrez entendre ces quatre militants ouvriers révolutionnaires. Il leur fallait le « parrainage » d'un parti national, le PSU ayant accepté de prêter le sien, le Conseil Constitutionnel a avalisé la représentativité de « nos » camarades.

Cependant, en refusant de reconnaître officiellement le FCR, le pouvoir entend se garder les mains libres pour une éventuelle dissolution de la jeune organisation. Le combat ne fait que commencer.

COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE
de la campagne électorale en vue de l'élection du Président de la République
1, place du Palais-Royal
Paris 1er.

Le Secrétaire

Paris le 21 Avril 1974

Monsieur,

Je suis chargé de vous faire connaître que la demande d'habilitation que vous avez présentée pour le « FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE » a été rejetée par application des dispositions de l'article 12, 3ème alinéa, du décret n° 64-231 du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 62-1292, relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

Vous en priez, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

B. Ducamin

B. DUCAMIN
Secrétaire général du Conseil d'Etat

M. PILOCHER Gérard
représentant de M. KRIVINE
candidat aux élections présidentielles.



comités de soutien

Réunion de constitution
Mardi 23 avril à 20 heures
Patronage Laïc
72 avenue Félix Faure
Paris (15ème)

Première réunion du comité
14ème arrondissement de Paris en
soutien à la candidature d'Alain
Krivine, mardi 23 avril, 20 heures,
au métro Mouton-Duvernet.

Montpellier

RENCONTRE DES CERCLES
ROUGES LYCEENS

Une rencontre régionale du
Front des Cercles Rouges Lycéens,
regroupant des lycéens de
Perpignan, Narbonne et
Montpellier, s'est tenue les 20 et 21
avril dans cette ville. Le thème de
cette assemblée était : « comment
les lycéens ne respectent pas la
trêve ». L'activité anti-militariste, la
lutte contre l'embrigadement, la
permanence de l'agitation contre les
réformes bourgeoises de l'école, le
soutien aux luttes ouvrières, la
formation des comités unitaires de
préparation au 1er mai. Autant de
thèmes sur lesquels les révolutionnaires
lycéens du Languedoc
entendent rester mobilisés.

Les diffuseurs de Rouge et les
militants du Front Communiste
Révolutionnaire sont intervenus
massivement au meeting de
François Mitterrand qui regroupait
dimanche soir à Montpellier près de
10 000 personnes. De nombreux
groupes de discussion entre mili-
tants du PC, du PS et du Front
Communiste Révolutionnaire se
sont formés. Les débats, très
animés, sont restés fraternels.

MEETING DU FRONT
COMMUNISTE REVOLU-
TIONNAIRE
MONTPELLIER
Mardi 23 avril à 21 heures
Salle Emile Martin - Rue du Carré
du Roi

VOUS VERREZ LEURS BINETTES...

PASSAGES RADIO (FRANCE-INTER)			
MERCREDI 24	12h 05	A. KRIVINE	(8 minutes)
	19h 20	A. LAGUILLER	(9 minutes)
VENDREDI 26	19h 20	A. KRIVINE	(9 minutes)
	12h 05	A. LAGUILLER	(18 minutes)
PASSAGES T.V.			
MARDI 23	13h 05	A. LAGUILLER	(18 minutes)
	20h 35	A. KRIVINE	(18 minutes)
JEUDI 25	13h 05	A. LAGUILLER	(8 minutes)
	20h 35	A. KRIVINE	(9 minutes)
SAMEDI 27	13h 05	A. KRIVINE	(8 minutes)
	20h 35	A. LAGUILLER	(18 minutes)



PALAIS DES SPORTS
POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS
NI TREVE NI COMPROMIS

lundi 29 avril
20 H 30

avec notamment :
Krivine
membre du BP du FCR

Jules Fourier, ancien député communiste
de la Front Populaire, ouvrier maçon
Daniel Bensaïd, directeur du quotidien
Rouge

meeting du Front communiste révolutionnaire

en vrac

SCHUUT !



le CIC de Narbonne rejoint le FCR

A la suite du vote de la majorité du PSU en faveur de la candidature Mitterrand, on ne peut que mieux comprendre la défiance témoignée par certains militants du Centre d'Initiative Communiste à rallier la formation de Rocard. Ils lui faisaient grief en effet de dissimuler ses fondamentales idées réformistes sous le vocabulaire révolutionnaire. Ce en quoi les événements récents leur donnent raison. Aujourd'hui, après l'élimination de Charles Piaget par ses propres camarades de parti, il n'est plus permis d'avoir la moindre illusion sur le socialisme autogestionnaire du PSU. Ou alors, tels des anti-staliniens accrochés avec une obstination angélique aux basques de Marchais, c'est accepter de porter des œillères. Depuis pas mal de temps d'ailleurs, comme ce fut le cas ici pendant la grève de Malvezy, les militants du Centre d'Initiative Communiste ont constaté qu'entre la théorie et la pratique, les velléités révolutionnaires du PSU disparaissaient comme un brin de paille dans les tourbillons du mistral. Tout est dans les mots chez les amis de Rocard, rien dans les actes. Quoi qu'ils en disent, ils en ont donné ces jours-ci une démonstration éclatante en rejetant la candidature de celui qui symbolise la volonté des ouvriers en lutte, Charles Piaget.

C'est pourquoi les militants qui, dans la région narbonnaise, animaient le Centre d'Initiative Communiste, rejoignent aujourd'hui le Front Communiste Révolutionnaire. Ils continueront ainsi à mener une lutte sans faiblesse ni compromis contre le stalinisme et le réformisme. Ce faisant, ils resteront fidèles au marxisme-léninisme. Face à la bourgeoisie, nous poursuivons le combat pour changer la vie dans les rangs du Front Communiste Révolutionnaire.

Centre d'Initiative Communiste de Narbonne

MEETINGS F.C.R. JEUNESSE SCOLARISEE - PARIS

Mardi 23 avril
14 h fac de Censier
Mercredi 24 avril
12h 30 fac de Jussieu
12h 30 fac de Pitié
14 h fac de Tolbiac
20 h ENSET Bagneux

Jeudi 25 avril
12h 30 Lycée St Louis
16h 30 Lycée H. IV

QUARTIERS - VILLES MEETINGS F.C.R.

Mardi 23 avril
20 h Paris 116-126 au
cinéma St Antoine,
86, rue Fbg St Antoine
NANCY avec Alain
Krivine
MONTPELLIER
(cf. ci-contre)

Mercredi 24 avril
ALENÇON

Jeudi 25 avril
CAEN, avec Alain
Krivine
TOULOUSE
TROYES
ORSAY - LES ULIS
Maison pour tous 20h 45

interview d'un soldat

« j'ai plongé parce que j'étais fiché comme militant politique »

Dans l'armée française, les lettres de cachet existent encore. Nous avons interviewé un soldat qui, parce qu'il était catalogué comme « suspect politique », s'est vu infliger une peine de deux mois aux arrêts de rigueur.

► Tu viens de passer 60 jours d'arrêts de rigueur. Dans quelles conditions ?

C'est dur. On se trouve isolé dans une cellule de 1,5 mètre sur 2,5 mètres dont l'ouverture sur l'extérieur est presque complètement obstruée par une plaque blindée. Si l'on veut voir quelque chose, la lumière doit rester allumée tout le temps. Sinon, c'est la pénombre. A force, ça fait mal aux yeux. Pour éteindre, allumer ou pisser, il faut demander à la garde. On est totalement dépendant. Quand ce sont des appelés, on peut commettre de « petites entorses » au règlement. Parfois même une véritable complicité s'établit. Normal, ils ne sont pas nés garde-chiourmes... Avec les engagés, c'est autre chose. Seul moment de « détente » : la promenade, une heure par jour. Mais tu parles d'une sortie : dans une cour minable de 15 mètres de long, entourée de murs.

► Pourquoi t'ont-ils foutu au trou ?

Parce que des tracts anti-militaristes sont arrivés dans la caserne où j'étais. Parce que j'étais fiché comme militant politique et syndical, ces messieurs de la Sécurité Militaire étaient persuadés a priori que c'était moi. Il n'y avait aucune preuve formelle. Seulement les dires de bidasses qui se sont allongés et m'ont mis la responsabilité de ces tracts sur le dos.

La Sécurité Militaire avait décidé que c'étaient des « présomptions graves et convergentes », ça suffisait.

► Tu as dit que des bidasses s'étaient allongés. A ton avis, comment des bidasses combattifs qui parfois étaient des militants dans le civil, peuvent-ils craquer ?

Pour l'expliquer, il faut distinguer deux choses : la préparation aux interrogatoires et les interrogatoires

eux-mêmes. Après l'arrivée des tracts, la hiérarchie militaire a lancé une offensive grand style dans un but : faire régner une certaine terreur dans la caserne. Tout y est passé : discours du colon avec des menaces ouvertes, appels à la délation et enfin ma mutation. Pour un peu d'ailleurs je me serais pris pour Argoud. On m'a quasiment enlevé et emmené vers une direction inconnue. Après cela, ils se sont attaqués aux « suspects » qui leur paraissaient les moins solides. A force d'interrogatoires, ils ont réussi à les casser et les gars ont parlé. Puis avec les renseignements grattés, ils ont attaqué ceux qu'ils estimaient les plus forts et ainsi ils ont réussi à reconstituer ce qu'ils considéraient comme « le groupe subversif ». Ce qu'ils veulent, c'est briser la cohésion des soldats combattifs, les monter les uns contre les autres, faire admettre à chacun que les autres sont des témoins à charge contre lui. Là, ils ont réussi.

L'interrogatoire est assez pénible. Ce sont des heures d'insulte où ils te rappellent la « bonne époque » de l'Algérie. Durant les temps de repos on t'empêche de te concentrer en plaisantant avec toi. Ça a duré pour moi de 10 h à 24 h. Mais jamais ils ne violent la légalité formelle : tu n'es pas frappé, tu peux dormir et manger. Tout au moins quand ils ont en face d'eux des gars qui connaissent leurs droits.

► Quel bilan tires-tu de ton expérience ?

D'abord, que la hiérarchie militaire réagit très brutalement dès que le ras-le-bol des appelés prend une tournure collective et politique. Ce qui veut dire que le travail dans l'armée ne doit en aucun cas être improvisé. Constituer des groupes de discussion et même faire circuler une feuille contre les brimades, c'est sans doute moins difficile que l'on ne le pense. Le contingent est aujourd'hui plus « inflammable ».

C'EST LA GUERRE ...

● Un des jeux favoris de l'encaissement, durant les classes, consiste à réveiller une fois ou plusieurs, les bidasses en pleine nuit pour jouer à la guerre. Cela s'appelle « l'alerte ». Il y a plusieurs variantes. Parfois, on met des masques à gaz, parfois on emporte tout le matériel et on va se tapir dans une forêt, parfois même on est censé tout détruire avant de partir, même les vitres. Même si rarement on pousse les choses jusqu'à ces extrêmes, c'est vraiment le grand jeu et gare au premier qui rigole.

Récemment, des crevures particulièrement ingénieuses ont inventé dans une garnison du Nord de la France une variante intéressante : 2 heures du matin, les chambrées réveillées en sursaut : « C'est la guerre, tout le monde debout ! Vous acceptez d'y aller ou vous refusez ? Qui refuse ? ».

7 bidasses s'avancent. « Bien, Tout le monde dans la cour ».

Dans la cour, alignement, la crevure de service lit l'extrait du code de justice militaire adapté à la circonstance : Refus d'obéissance au combat... Peine de mort ! Y en a-t-il encore qui refusent ?

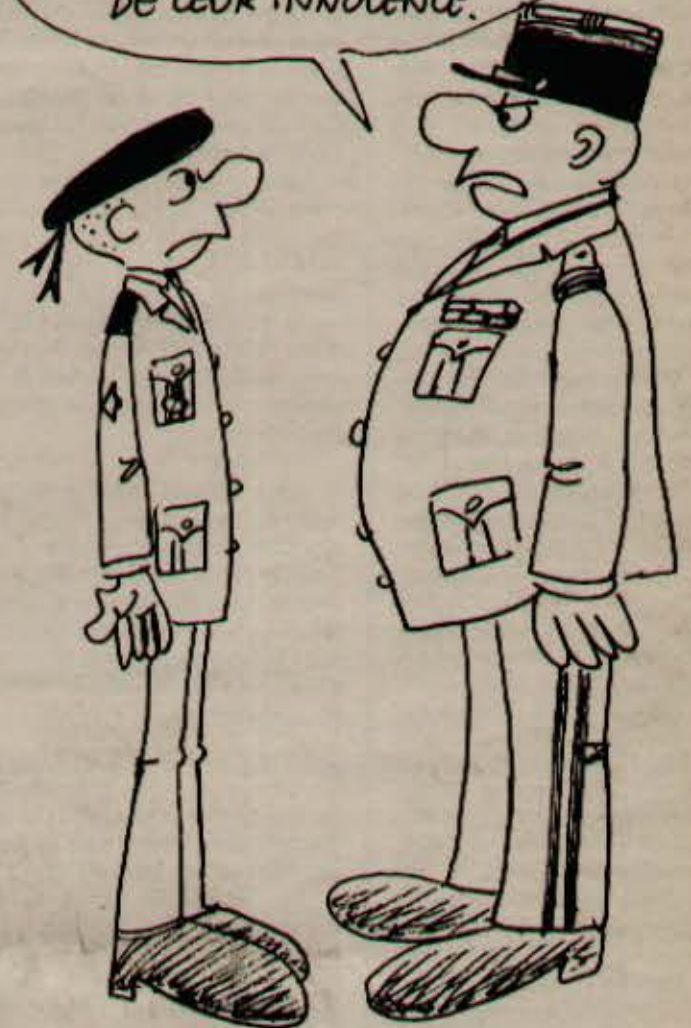


Mais lutter contre la répression, ça demande un grand degré de préparation politique, psychologique même... Il faut respecter les consignes de sécurité : savoir à qui l'on parle, détruire les écrits, etc.

Mais c'est encore insuffisant face à la répression. Dans l'armée, l'isolement est le problème fondamental de la faiblesse des soldats. Cela conditionne la sécurité de l'ensemble, donc de chacun. La moindre anecdote glanée donne matière et crédibilité à un bluff du type « il a tout dit », nettement plus déprimant qu'ailleurs. L'armée institue comme règle de fonctionnement la démerde contre les copains. La Sécurité Militaire fait appel à ce sentiment que tous ont pu expérimenter à propos de corvées, perms, etc., avec quelque fois du succès, d'où sa crédibilité démultipliée. Un seul qui lâche et c'est la réaction en chaîne, alors tout est foutu.

Une chose pour finir, plus optimiste tout de même. Aujourd'hui, l'armée se sent isolée. Alors, elle veut éviter les procès du Tribunal Permanent des Forces Armées qui dégénèrent en procès politiques comme en 70 à Rennes. Donc, elle distribue 60 jours aux « suspects ». Il paraît que c'est dissuasif. Ça reste à prouver. Pour ma part, je ne suis pas spécialement abattu.

L'ACCUSÉ EST COUPABLE PUISQU'IL EST ACCUSÉ. QUANT AUX TÉMOINS, ILS DEVRONT FAIRE PREUVE DE LEUR INNOCENCE.



LES APPELES ONT DES DROITS, MAIS...

● L'interview que nous publions ci-contre pose inévitablement le problème :

Mais quels sont finalement les droits des appelés ?

Laissons parler la loi du 13 juillet 1972, sur le statut général des militaires. Son article 6 dit en toute clarté que les militaires sont des citoyens de seconde zone : **Les militaires jouissent de tous les droits ou libertés reconnus aux citoyens. Toutefois l'exercice de certains d'entre eux est soit interdit, soit restreint dans les conditions fixées par la présente loi.**

Ce qui veut dire que les opinions politiques, philosophiques, religieuses sont libres mais qu'il est interdit d'en faire état ; qu'il est interdit d'introduire des publications politiques dans les casernes, de constituer des « groupements ou associations », des syndicats, de faire grève, de transmettre des informations concernant l'armée, que la presse d'extrême-gauche est interdite dans les casernes...

Le chapitre des droits est sensiblement plus maigre.

Les dernières lois parues accordent quelques droits aux soldats.

1) * Elles précisent leurs possibilités de protestation : les soldats qui reçoivent un ordre qu'ils jugent inacceptable ou subissent une punition qu'ils estiment imméritée peuvent réclamer : C'est ce que dit le règlement de discipline générale :

Article 98 (Réclamations) :

3) Le militaire qui présente une réclamation n'est pas dispensé de se conformer aux ordres ou mesures prescrites.

4) Une réclamation fondée sur de fausses allégations, irrespectueuses ou adressée en dehors de la voie hiérarchique, peut entraîner une punition.

Celle-ci n'arrête pas la procédure de réclamation.

5) Les adresses et réclamations collectives sont interdites.

OUI, MAIS :

- la réclamation ne dispense pas d'exécuter l'ordre contesté

- la réclamation collective est punie

- la réclamation doit être écrite selon des normes très précises et la plupart des soldats ne connaissent même pas les formules nécessaires ; leur réclamation est donc, dans le meilleur des cas, renvoyée, dans le pire considérée comme irrespectueuse et entraîne une punition supplémentaire.

ALORS, A QUOI SERT LE PRINCIPE DE LA RECLAMATION ?

2) * Les mêmes lois interdisent les brimades et sont sensées punir les officiers coupables.

Mais, la caste des officiers et les sous-officiers formés dans les guerres coloniales se serrent les coudes. Ils ne se punissent guère entre eux et le « juteux » coupable d'avoir brutalisé un soldat est rarement inquiété. D'autant plus qu'il y a mille façons d'exercer des brimades sans que cela puisse être appelé ainsi :

- suppression ou refus des permissions
- marches forcées
- corvées
- exercices répétés inutiles et fatigants etc.

D'autant plus, enfin, que la parole d'un gradé l'emporte toujours sur celle d'un 2ème classe et que le témoignage collectif des soldats est interdit et sanctionné.

En tout état de cause, confrontés à une répression du type de celle qu'a connue le soldat interviewé ci-contre, la meilleure défense c'est encore le silence. La SM n'a plus de droits que la police. Donc motus, « je ne sais rien, je ne suis pas un délateur et si vous êtes d'un avis contraire, mon avocat s'appelle maître X et je parlerai en sa présence quand je serai inculpé... »

vient de paraître

crosse en l'air n°5

Au sommaire :

- Delas, un bavard dans la grande muette
- Sur le front de la répression
- le GIT de Paris vous parle
- Sur le front de l'objection
- Interview Margival
- Lettre ouverte au CAM

En vente à ROUGE et CDA BP 126-10 Paris Cedex 10

N° 5 - 2 F

« nous avons repris le travail, mais le travail ne nous a pas repris »

Après une grève générale des banques de deux mois, les patrons pensaient que le cauchemar allait se terminer. Hélas pour eux, les employés des trois banques nationalisées sont en train d'inventer une nouvelle façon de reprendre le travail.

La semaine passée, ceux des banques ont préféré, la rage au ventre certes parce qu'à deux doigts d'une

UNE AMBIANCE DU DIABLE

Dans les trois nationalisées règne une ambiance du diable. Les patrons et petits chefs épouvantés se font tout mielleux devant les « incroyables » exigences de ces employés transformés par deux mois de lutte au coude à coude, de réflexion sur leur condition, et de coups d'audace contre l'intransigeance des patrons. Alors, dans les trois nationalisées, les réunions, les discussions, continuent : au Crédit Lyonnais, c'est à 400 qu'en fin de semaine ils se retrouvent spontanément à la cafétéria à l'heure... du café, tiens ! Et que faire à 400 sinon

victoire totale, reprendre ensemble la tête haute au jour décidé par eux, plutôt que d'abandonner leur grève à l'émiettement, à la division, au découragement sous les coups conjugués de l'intox bourgeoise, des jaunes de la CFTC et du SNB et... hélas, du sabotage de la direction CGT.

Mais la lutte est entrée dans les « ateliers ».

constater qu'il faudrait une bonne heure de temps en temps pour discuter de tout ce qui se passe et surtout préparer les conditions du transfert à Levallois qui se rapproche.

Sitôt discuté, sitôt voté : le comité de grève qui a forgé l'unité d'action pendant la grève pourrait devenir le comité de transfert et on envoie une délégation à la direction pour exiger une heure d'information hebdomadaire sur le temps de travail. De toute façon, mercredi, on commence !

ON L'A OBLIGE A NOUS FOURNIR LES TICKETS DE RESTAURANT

A la BNP les cahiers de revendications fourmillent dans les agences. La direction impressionnée file des salles pour les discussions, si bien que l'idée de prendre une heure d'information mensuelle sur le temps de travail est maintenant acquise.

Dans le même temps, on a obligé le patron à fournir les tickets restaurant qu'il avait économisés pendant la grève ! Il circule même un texte et une enveloppe invitant les ex-non grévistes à verser pour des ex-grévistes dans la gêne, ou pour financer des pots de discussion. Et beaucoup participent de bonne grâce !

Dans le même temps, on a obligé le patron à fournir les tickets restaurant qu'il avait économisés pendant la grève ! Il circule même un texte et une enveloppe invitant les ex-non grévistes à verser pour des ex-grévistes dans la gêne, ou pour financer des pots de discussion. Et beaucoup participent de bonne grâce !

Toujours à la BNP, au centre Barbès, une équipe de 60 personnes (Mobile - courrier) n'a pas repris le boulot exigeant 60 points de technicité, deux équipes (chèques) débrayent tous les jours (deux heures) pour leurs 50 points, et c'est le même climat au centre Jules César.

A la Société Générale, c'est le pied, on ne comprend pas, mais on est devenu ultra-fainéant ! ». Il y a des chèques partout dans des boîtes de carton. Et non seulement on ne rattrape pas le retard, mais on doit l'accumuler.

La direction en est arrivée à proposer des heures supplémentaires payées à 225 % !... Et les candidats se font rares !

Au centre Trocadéro, le centre disciplinaire, ils parlent de repartir sur leurs revendications !

Les employés, c'est le moins qu'on puisse dire, ne sont pas rentrés battus !

Le freinage contre les anciennes cadences s'organise, la mobilisation unitaire et par service contre toute menace de répression se consolide.

Et en même temps les anciennes et nouvelles exigences, communes à toute la profession s'imposent et sont longuement discutées :

- Les 35 heures
- Les 50 points
- L'échelle mobile

Voilà, ni trêve, ni compromis ! On a dû reprendre le travail ; le travail ne nous a pas repris, la mobilisation est là, prête à imposer le moment venu nos exigences, et elles ne cesseront pas de grandir. Et je parie que les banques ne sont pas les seules dans ce cas.

Correspondant

CE SOIR

Salle Lancry - rue de Lancry - Paris (10ème)
Métro République ou Jacques Bonsergent

à 18 heures
MEETING-DEBAT
avec Rouge et le Front Communiste Révolutionnaire :

- * le bilan de la grève des banques
- * la campagne révolutionnaire



QUAND ON A VECU CELA



ils ne respectent pas la trêve



GREVE DES NAVIGANTS

La grève de 48 h du personnel navigant et commercial d'Air-France, Air-Inter, UTA, se poursuit aujourd'hui. Elle touche tout le réseau mondial. L'intransigeance de la direction qui refuse la réintégration du commandant Satge a provoqué cette réponse du personnel.

Le commandant Satge avait été sanctionné pour avoir respecté l'ordre syndical de boycott de Roissy-en-France.

Cette nouvelle atteinte au droit syndical ne doit pas être tolérée.

AMIENS : L'IRFFE NE FAIBLIT PAS

A l'Institut régional de formation aux fonctions éducatives, la lutte se renforce. Un gala de soutien est prévu demain, mercredi, à 20 h 30 au Cirque municipal. A noter l'apparition d'affiches de droite : « dehors les occupants », signé « des gens qui aiment l'IRFFE ».

Coincidence ? L'imprimerie de l'affiche est la même que celle du Front national...



DARBOY IMPRIME DARBOY

« A l'atelier sur les machines, Y avait des gars à la bonne mine, Qui travaillaient pour qu'ça imprime, Avec le chef à l'œil qui vrille »

Cette chanson écrite par les grévistes de Darboy sur l'air des « Filles du bord de mer » d'Adamo, vous la trouverez dans la brochure qu'ils ont imprimée eux-mêmes pour populariser leur lutte. Vous la trouverez à l'imprimerie, 12 rue d'Alembert, à Montreuil (Métro : Porte de Montreuil). Si jamais l'idée vous prenait de faire un chèque, adressez-le à KOLPA KOPOUL, CCP PARIS 1688-51 (mentionner : pour Darboy).

FIRMINY : GREVE DU ZELE A L'HOPITAL

Depuis le 11 avril, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les 407 employés de l'hôpital font une grève du zèle pour obtenir une augmentation des effectifs. Ils réclament la création de 30 nouveaux postes.

LA BOURSE TOUJOURS FERMEE.

Depuis le 8 avril, la Bourse de Paris est fermée. Ce lock-out, c'est la réponse des agents de change à la grève des 4000 commis qui réclament une augmentation de leurs salaires et une garantie de leur pouvoir d'achat.

Résultat : aucune cotation officielle des valeurs françaises et étrangères, des cours de l'or et des devises.

Les capitalistes n'en sont pas nécessairement mécontents : le 2 avril, quelques heures avant la disparition de Pompidou, la cote avait encore baissé de 3 à 4 % en moyenne...

Maire et l'Union de la gauche

« MODESTE SUR LES REVENUS, AMBITIEUX SUR LES STRUCTURES »

Voilà le ton de la conférence de presse tenue lundi par Edmond Maire. « Le président de la République sera dans un jeu de contraintes fortes qu'il a d'ailleurs à l'esprit ». Alors la confédération cherchant à préserver « l'unité du front des forces populaires » évitera deux attitudes : le tout-tout de suite de l'ultra-gauche mais surtout « l'inaction ». Mais quelle action ? A une question du « Quotidien Rouge » demandant pourquoi les 1500 francs réclamés il y a un mois par la CGT et la CFDT comme minimum indispensable après études détaillées dans « Syndicalisme-Hebdo », deviennent 1200 francs tout de suite, E. Maire répond : « modeste sur les revenus, ambitieux sur les structures » comme il l'avait du reste précisé dans « le Nouvel Observateur » du matin même : « si l'essentiel de la mobilisation se faisait sur l'augmentation des salaires sans avoir créé les conditions économiques nécessaires pour que les satisfactions soient durables et que l'inflation ne les efface pas, nous aurions fait un mauvais calcul ». Beau langage gauche qui pourrait préparer une modération des revendications.

Autre question, sur Piaget : Pensez-vous que votre déclaration — un militant syndical de base, fût-il prestigieux n'a pas compétence pour devenir président de la République — est compatible avec l'auto-gestion, le pouvoir aux travailleurs que vous défendez ? Réponse de Maire : « l'autogestion réclamera compétence à tous les niveaux ; celle de Mitterrand, c'est une compétence politique pour rassembler une majorité »

EDMOND MAIRE : « LE POUVOIR REEL VA CONTINUER A APPARTENIR AU PATRONAT »

Interviewé par le « Nouvel Observateur », Edmond Maire a notamment déclaré :

« Même avec un président de gauche, le pouvoir réel va continuer à appartenir au patronat. Nous avons seulement de meilleures armes pour lutter contre lui. »



dites moi, si Mitterrand passe... et la réduction du temps de travail ?

Il y a aujourd'hui en France 700 000 à 800 000 chômeurs. Dans sa variante la plus probable, le Plan Montjoie établi à la demande de Pompidou, prévoit une augmentation de près de 50 % du chômage d'ici la fin 75. Ce qui porterait le chiffre à 1 200 000.

La durée hebdomadaire du travail est aujourd'hui de 45 heures environ. C'est la plus longue d'Europe. Journée allongée par les voyages dans les transports en commun. Journée doublée pour toutes les femmes qui, rentrées à la maison, recommencent une seconde journée de travail, ce qui porte couramment le total à 70-80 heures par semaine. Les 40 heures figurent dans le

Programme Commun. Mitterrand a dit qu'il les accorderait progressivement. Sans doute d'ici la fin du second semestre 1975.

Pour nous — 38 ans après juin 36 où elles avaient déjà été obtenues — ce n'est pas seulement insuffisant, c'est franchement dérisoire. Pour trois raisons :

* d'abord parce que le développement actuel des sciences et des techniques permettrait d'ores et déjà une réduction massive du temps de travail, tout à fait réalisable dans le cadre d'un autre système économique ;
* ensuite parce que la seule réponse aux menaces de développement du chômage, c'est le partage de tout le

travail existant entre toutes les mains ouvrières, sans diminution de salaire ;

* enfin parce qu'il est impossible de prétendre donner aux travailleurs le temps de vivre et surtout le temps de gouverner, s'ils continuent à trimmer 8 heures et plus par jour et ne disposent dans l'entreprise que d'une heure mensuelle d'information syndicale payée.

C'est pourquoi la réduction massive du temps de travail devrait être une des priorités absolues pour un gouvernement des travailleurs. Quant à nous, que Mitterrand passe ou non, nous lutterons pour la semaine de 35 heures.

F.L.



chili

largesses capitalistes au secours de la junte chilienne

Depuis le début avril, on assiste à une véritable cascade de prêts accordés à la junte chilienne.

Première en date, la Banque internationale américaine de développement a généreusement concédé 22 millions de dollars pour financer le nouveau programme de développement de l'agriculture et de l'élevage, toutes deux fortement touchées par l'arrêt brutal de la réforme agraire. De son côté, le ministère chilien des travaux publics reçoit un crédit de 1,6 millions de dollars. La corporation du développement (CORFO) empoche 5,7 millions, tandis que l'Entreprise nationale d'électricité (société publique) se voit dotée d'un crédit de 7,6 millions de dollars.

Les largesses du Japon font écho à celles de la Banque Internationale américaine, un prêt de 12 millions de dollars, destiné à la construction de centrales électriques s'est trouvé accompagné de la signature d'un accord entre le « contre-amiral en retraite Eduardo Malaree » et le représentant de l'entreprise japonaise « Marubeni corporation ». Malgré ses difficultés actuelles, la crise économique, grèves d'ampleur inégalée, le capitalisme nippon ne craint décidément pas de se mouiller !

Ces aides multiples ont pour but de masquer la situation catastrophique de l'économie chilienne. Pas plus tard que le 8 avril, la junte dévaluait l'escudo ; il s'agissait de la cinquième dévaluation depuis le début de l'année, soit en moins de quatre mois ! Pire, au cours des trois premiers mois de l'année 1974, le coût de la vie a augmenté de 62,3 % selon les chiffres officiels de l'INE (Institut national de statistiques chilien), toujours largement en dessous de la réalité.

Les experts au service de la junte sont au moins obligés d'admettre que leur indice a augmenté de 16,39 % en janvier, de 24,5 % en février et de 14,2 % en mars. Et d'ajouter en guise de commentaire : « si à la fin de l'année, le taux d'inflation se situe aux environs de 200 %, cela pourra être considéré comme un succès » !

Pour une junte qui se targuait de redresser l'économie chilienne, les échéances ont un goût amer.

Vietnam

Un appel à la solidarité des combattants vietnamiens

Dans son numéro 240, « Sud-Vietnam en lutte », organe central du FNL, lance un appel à la relance de la solidarité internationale. Sous le titre éditorial « Renforcer le Front mondial anti-US » Nous en reproduisons ici des extraits.

« Avec la signature de l'Accord de Paris, sont consacrées nos immenses conquêtes révolutionnaires. Notre révolution a passé à une nouvelle étape...

Mais près de 400 jours ont passé depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les hostilités n'ont pas diminué dans nombre de localités du Sud-Vietnam...

Les rafles et opérations de police se suivent, de nouvelles arrestations remplissent par milliers les prisons. La presse est baillonnée, les libertés démocratiques n'existent plus. Les couches urbaines de la population des régions sous contrôle de Saigon sont durement exploitées...

La situation au Sud-Vietnam empire manifestement de jour en jour... Washington n'a nullement renoncé à son projet de perpétuer la division de notre pays pour faire de sa partie sud une néo-colonie et une base militaire US.

Que nos amis... s'engagent consciemment à renforcer et à élargir le front mondial anti-US !...

Malgré tout leur machiavélisme, Washington et Saigon, instrument zélé du néo-colonialisme US, sont affaiblis et se trouvent totalement isolés. C'est le peuple vietnamien qui apparaît comme étant sur une position de victoire inébranlable.



FOTOLIB

Un soutien cru contribuera à jeter tout échafaudage US par terre. Le front mondial renforcé contribuera au changement des rapports de forces au Sud-Vietnam et contribuera au changement des rapports de forces au Sud-Vietnam et fermera toutes les issues aux agresseurs US et à leurs valets. Il les obligera à cesser la guerre et à rétablir la paix au Vietnam, afin de permettre à notre peuple de faire connaître librement sa volonté et de jouir d'une véritable autodétermination »

Sud Vietnam en Lutte

Israël

Une nouvelle direction pour une vieille politique

Depuis dimanche, les délégués du parti travailliste (Mapai) sont en réunion pour désigner un nouveau leader qui sera chargé de constituer le nouveau gouvernement israélien.

Malgré sa majorité notable, le parti a refusé de dissoudre le parlement et donc de provoquer de nouvelles élections. La démission de Golda Meir, les accusations de négligence dont certaines touchent Dayan, le discrédit d'une direction vieillie l'ont profondément touché.

La conséquence inévitable de cette crise est l'éclatement des diverses familles du parti travailliste. A droite, le groupe de Dayan pousse à la formation d'un gouvernement d'union nationale, à gauche, Ben Aron demande une politique réaliste d'entente avec les gouvernements arabes.

Cette crise est d'autant plus difficile pour le Mapai que l'extrême droite s'est regroupée pour la première fois sur une orientation crédible autour du général Sharon.

C'est ce dernier qui a effectué la percée en Egypte lors de la guerre d'Octobre. Bien qu'accusé d'avoir imposé des morts inutiles dans la traversée du canal, sa notoriété en fait un petit bonaparte en herbe. C'est lui qui disait en Novembre aux soldats qu'il passait en revue : « Ne dis pas salut, vote » (deux mots qui se prononcent presque pareil en Hébreu).

TENDANCES A LA FASCISATION

Et de fait, l'armée a voté majoritairement pour la coalition d'extrême droite, le Likoud, pas tant pour le soutenir que par défiance à l'égard des travaillistes.

Cependant les tendances à la fascisation de secteurs de la population et de l'armée constituée à 80 % de réservistes, peuvent se cristalliser rapidement dans la situation actuelle.

Pour la gauche anti-sioniste, l'axe de la lutte est l'unification des luttes autour de points précis :

Contre la vie chère, Contre la guerre, pour le retrait des territoires occupés, sans conditions, Pour l'auto-organisation des luttes hors du carcan sioniste.

Face à la droite et à l'effritement de l'unité d'Israël dans l'« adversité », les travaillistes doivent choisir une nouvelle direction. Deux candidats à la succession de Golda : Peres et Rabin (le vainqueur de la guerre des six jours), soutenu par Sapir, l'homme fort du parti, s'affrontent. L'élu aura la lourde charge de traverser la plus grande crise qu'ait jamais subie tant Israël que le Mapai au pouvoir depuis la création de l'état sioniste.

R. BRESTAR

Italie

Le 18 Avril au soir, cinq à sept jeunes enlevaient, en pleine capitale, le substitut du procureur de Gènes, Mario Sossi. Après un coup de téléphone anonyme, la police devait retrouver des tracts signés « Brigades Rouges ». Celles-ci expriment notamment qu'« elles ont arrêté le magistrat qui sera jugé pour ses crimes et que la police a d'ailleurs été avertie à l'avance ».

En effet, cette organisation avait tracé des inscriptions sur les murs de la cité de Sossi, le traitant de « bourreau fasciste ». Les Brigades Rouges, dont le sigle est l'étoile des TUPAMAROS, avaient déjà revendiqué, avant le Mai rampant, une série d'attentats à l'explosif. Sossi

avait alors jugé plusieurs des membres des Brigades Rouges.



Cet enlèvement intervient dans un contexte particulièrement trouble. La campagne à propos du divorce bat son plein, Démocratie-Chrétienne et fascistes luttant contre. Signe des temps, le procès VALPREDÀ a été repoussé une fois de plus. Mieux, la cour de cassation a décidé que son procès serait joint à celui des deux fascistes FREDÀ et VENTURA, accusés eux aussi, mais bien plus tard de l'attentat du 12 Décembre 1969. Alors que l'innocence de VALPREDÀ es éclatante et gêne la justice italienne, celle-ci veut maintenant brouiller les cartes.

Enlèvements, retour aux années 69, la campagne sur le divorce est décidément bien amorcée.

Enlèvement à l'italienne

COMMENT LES AMERICAINS RESPECTENT LES ACCORDS DE PARIS

La radio du GRP affirme que les Américains continuent à introduire « illégalement » des hommes et du matériel au Sud-Vietnam. Dans les premiers jours d'avril, les américains ont mis à la disposition des fantoches, 40 techniciens spécialisés dans le montage des avions militaires, via Da Nang. A Da Nang, affirme le GRP, « les conseillers militaires américains déguisés en civil, sont de plus en plus nombreux ».

Enfin, le 23 mars, un navire américain a débarqué 13.000 tonnes de munitions et d'armement à Da Nang sous la direction des spécialistes américains...

LON NOL TOMBE DANS LA TRAPPE

Lon Nol l'avait ordonné : l'armée fantoche khmère devait reprendre Oudang, l'ancienne capitale khmère. 3000 soldats « d'élite » ont participé à l'opération dirigée par le commandant en chef de l'armée fantoche soi-même.

Après un mois de combat, l'affaire a tourné à la déroute. Selon les Khmers Rouges, les gouvernements ont perdu 18.200 hommes et 91 officiers.

Pendant la même période, les forces populaires ont capturé un important butin comprenant notamment : 4.772 armes de toute sorte dont 8 pièces d'artillerie et 130 mortiers, 7 voitures blindées, 31 camions, 51 vaisseaux et environ 140 tonnes de munitions et 200 tonnes d'autre matériel de guerre. Elles ont détruit 24 blindés, abattu ou endommagé 7 avions, coulé ou endommagé 120 vaisseaux et rasé complètement 114 postes militaires ennemis. Près de 96.000 militaires et civils de la zone contrôlée par Phnom Penh sont passés dans la zone libérée des forces populaires.

Dimanche, l'évacuation de Kompong Luong, tête de pont des fantoches, s'est faite dans des conditions désastreuses pour eux. C'est en vain que leur aviation s'est efforcée d'intervenir, rendue complètement inefficace par le mauvais temps.

CHINE : « BOMBARDONS LE QUARTIER GENERAL DU CAPITALISME »

La campagne « anti-Lin Piao et anti-Confucius » se poursuit en Chine. A Wou Han, ville industrielle du centre-est de la Chine, cette campagne prend une tournure aiguë.

Dans la ville, les bâtiments sont recouverts d'affiches et de slogans gigantesques. Il semble que la campagne anti-Lin Piao et anti-Confucius s'y articule sur un débat local : un slogan, en particulier, proclame en caractères de plusieurs centimètres de hauteur : « Bombardons le quartier général du capitalisme ». Certaines affiches portent en titre : « L'heure du combat est arrivée » tandis que d'autres font état de la rivalité entre des organisations désignées par des numéros de code tels que 369 ou 720.

Un autre slogan proclame : « Condamnons les crimes de ceux qui attaquent la grande révolution culturelle prolétarienne ». Un slogan, enfin, peint en lettres noires géantes à même un mur de brique, proclame : « A bas Liu Feng ».

Liu Feng, ancien commandant des unités militaires de la garnison de Wou Han, avait été, selon certains rapports, destitué à la fin de 71 après le coup d'Etat tenté sans succès par le maréchal Lin Piao, un temps le successeur désigné du président Mao Tsé Toung. Ce slogan, apparemment peint de fraîche date, pourrait être dirigé contre certains éléments voulant « renverser le verdict » prononcé contre Lin Piao.



aux quatre coins

LETTE DE L'ANTINORM

« (...) Depuis plus d'un an, des contacts ont été établis entre les militants de Rouge et ceux de l'Antinorm, ainsi qu'entre nos deux comités de rédaction. Ces rencontres montrent qu'il y a entre nous une possibilité d'accord sur un grand nombre d'analyses. Par ailleurs, nous estimons qu'Alain Krivine est le candidat de la gauche révolutionnaire le plus apte à représenter les idées de l'extrême-gauche révolutionnaire.

Par conséquent, après consultation des Comités Sexpol-Antinorm, le Comité de Rédaction de l'Antinorm DEMANDE AU CAMARADE ALAIN KRIVINE, VOTRE CANDIDAT, D'ÊTRE AUSSI LE NOTRE. Pour nous, il est évident que ce soutien suppose de votre part une prise de position claire au

cours de la campagne électorale, à la télévision, à la radio, au cours de vos meetings... sur la révolution sexuelle : les problèmes de la libération des femmes (sexualité, contraception, avortement...), de la sexualité des jeunes ainsi que de la répression des homosexuel(le)s.

Nous souhaitons d'autre part que l'unité se fasse autour du camarade Alain Krivine comme elle aurait dû se faire autour de Charles Piaget si cela avait été possible.

En cas d'accord de votre part, nous en appellerons donc à nos camarades de l'OC Révolution, de l'AMR, du MLAC et du MLF.

En cas de deuxième tour et de confrontation entre le candidat de la gauche unie et celui de la réaction,

il ne fait aucun doute que nous soutiendrons le premier, sous réserve de garantie, de non compromission avec les représentants de la bourgeoisie et la garantie de toutes les libertés pour les révolutionnaires.

En cas de réponse positive, nous comptons sur vous pour nous indiquer les possibilités de participer à la campagne électorale.

Recevez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

le Comité de Rédaction
de l'Antinorm

réponse du FCR

Chers camarades,

Comme vous le soulignez dans votre lettre, les contacts entretenus par les diffuseurs de Rouge et de l'Antinorm ainsi que par nos deux comités de rédaction ont activement participé à la clarification de nos positions respectives. Tout autant que ces contacts peut-être, une pratique militante commune dans le cadre notamment des campagnes engagées pour « l'avortement et la contraception libres et gratuits remboursés par la Sécurité Sociale, y compris pour les mineures », permet de mettre en évidence de nombreux points d'accord.

Au sein des Groupes Femmes et des comités MLAC, nous avons participé à la préparation de la journée nationale de mobilisation du MLAC le samedi 20 Avril. Le fait que la trêve électorale ait été une nouvelle fois dénoncée et rompue à l'occasion d'une telle journée, n'est pas sans signification pour les marxistes révolutionnaires et montre la place que nous entendons donner, au cours de la campagne de soutien à la candidature d'Alain Krivine, à l'ensemble des questions que vous soulevez dans votre lettre : émancipation de la femme, sexualité de la jeunesse, lutte contre la répression qui frappe les homosexuel(le)s.

Pour mieux faire entendre la voix des révolutionnaires, au cours de cette campagne, pour donner la parole à ceux qui ne respectent pas la trêve électorale, nous avons entrepris de sortir « le Quotidien Rouge » par l'intermédiaire duquel nous vous répondons. Ses colonnes vous seront ouvertes comme elles le seront à l'ensemble de l'extrême-gauche révolutionnaire.

Recevez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

APPEL POUR LE PREMIER MAI

Le 1er mai est la journée internationale des travailleurs. Il doit le rester et l'importance de cette manifestation ne saurait être réduite au nom des échéances électorales.

Alors que ce régime est en crise et étale ses divisions, les travailleurs doivent montrer leur détermination ; ils doivent continuer la lutte pour la satisfaction de leurs revendications, ils doivent, dans la rue, sur leurs lieux de travail, se mobiliser pour porter leur victoire contre les patrons.

Plus que jamais, restons mobilisés :

- avec l'ensemble des travailleurs contre le chômage et la vie chère
- aux côtés des femmes pour le droit à l'avortement libre et gratuit
- aux côtés des travailleurs

immigrés pour l'égalité des droits politiques et sociaux

- aux côtés de la résistance pour la lutte révolutionnaire du peuple chilien

- aux côtés des soldats contre l'armée briseuse de grève, l'armée de guerre civile et pour l'essor des luttes anti-militaristes.

Pas de trêve sociale !

Pour nos revendications, pour barrer la route à la réaction, pour abattre le pouvoir de la bourgeoisie, pour le pouvoir des travailleurs, pour le socialisme,

Les organisations sous-signées appellent les travailleurs, les lycéens, les collégiens et les étudiants à faire du 1er mai une démonstration de force et pour cela à manifester mercredi 1er mai à 10 h, place de la République.

FRONT COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE, ORGANISATION COMMUNISTE REVOLUTION, POUR LE COMMUNISME, LUTTE OUVRIERE, COMITE DE SOUTIEN A LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE CHILIEN, MDPL, COMITE ANTI-MILITARISTE, COMITE DE DEFENSE DES APPELES, ATOM, CUF, COORDINATION DES

TRAVAILLEURS ESPAGNOLS, MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS ARABES, MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS MAURICIENS, MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS PAKISTANAIS, LE TRAVAILLEUR TUNISIEN, AL CHARARA THAOURIA, GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE, REVOLUTION AFRIQUE.



LE COMLOT INTERNATIONAL !!!

Le journal uruguayen d'extrême-droite EL PAIS, à la pointe du combat contre le terrorisme international, relate à sa manière une réunion des organisations révolutionnaires latino-américaines qui se serait tenue à MENDOZA, en Argentine. Les « informations » citées dans l'article proviennent d'un rapport adressé par les services secrets argentins du « líder » justicialiste. On connaît la culture du dirigeant péroniste qui n'hésitait pas à déclarer que Paris était le centre nerveux de la subversion dans le cône Sud. Aujourd'hui, il récidive en expliquant que participait à cette réunion de la junte mise en place par le MIR, l'ELN bolivienne, l'ERP de Santucho et le MLN Tupamaros, le camarade Alain KRIVINE. Au moins une erreur à relever : Krivine ne prend qu'un N.

UN COLLABORATEUR DE WILSON INCULPE

Un proche collaborateur de Wilson a été inculpé lundi pour imitation de la signature de son patron dans des opérations immobilières. Ce brave garçon a aussi l'air d'être suspecté à propos de la mort « accidentelle » de sa femme. Affaire à suivre...

SADATE DANS L'ORBITE AMERICAINE

Sadate a déclaré lundi devant la presse allemande :

« Les chances de paix n'ont jamais été plus réelles depuis 26 ans ».

Lorsqu'on sait qu'il a ajouté au cours de la même interview :

« L'Union Soviétique a utilisé ses fournitures d'armes et de munitions comme moyen de pression politique pour influencer les décisions égyptiennes ; si les Etats-Unis sont prêts à me vendre des armes, je serais très heureux », on comprend mieux de quelle paix il s'agit : la paix impérialiste.

OH ! LE BEAU COUPLE

Décidément, Lucienne Royer est bien la « moitié » de son mari... Non seulement elle déclare sans sourciller au « Figaro », qu'elle « trouve son mari beau et romantique » (« la preuve, c'est qu'il affectionne les promenades au clair de lune, même quand il pleut... », mais ce matin au micro de Christiane Collanges (Europe 1), elle ajoute très fière, que si elle n'a eu que cinq enfants en quelque trente ans de mariage, c'est grâce à la maîtrise et au contrôle de soi du maire de Tours !!

D'ailleurs à la question, une jeune fille doit-elle arriver vierge au mariage ? Elle répond « Pourquoi pas ? Je trouve ça très beau. Au contraire, ce serait encore plus beau si le mari aussi l'était, à condition bien sûr qu'il n'arrive pas au mariage à l'âge de trente ans. Ça ne serait plus normal, mais enfin ça prouverait qu'il aura été capable de se dominer et de respecter les jeunes filles qu'il a fréquentées. »

« Etre puceau » à 30 ans pour un homme ce n'est « plus normal » et à 25 et à 20 et à 15 ?

Pour une jeune fille, il n'y a même pas l'excuse de l'âge...

COMMUNIQUE DE LUTTE OUVRIERE

La Commission nationale de contrôle a décidé de refuser à Alain Krivine la possibilité de donner la parole à quatre de ses camarades sur les ondes de la radio et de la télé dans le temps qui lui est normalement imparti en tant que candidat à la Présidence de la République.

Le prétexte avancé — ces camarades ne feraient pas partie d'une organisation nationale — est notoirement faux et ne fait que mettre en lumière les pouvoirs exorbitants de la Commission nationale de contrôle et du Conseil constitutionnel.

Cette décision met surtout en lumière les limites de la démocratie bourgeoise et de la Constitution de la Vème République.

Les formations d'extrême-gauche n'ont jamais accès aux moyens d'information et d'expression que sont la télévision et la radio-diffusion, quasi monopole en temps normal des partis gouvernementaux. Et quand, à la faveur d'une campagne électorale, les militants révolutionnaires peuvent y accéder pendant une heure, on entend leur limiter tout de même l'utilisation de ce temps d'antenne.

Ariette Laguiller et la direction nationale de Lutte Ouvrière élèvent la plus vive protestation contre cette mesure arbitraire et exigent que la Commission nationale revienne sur une décision que rien ne justifie.



encore
chaud

le quotidien
ROUGE

10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaïd